

MARK WEBER

# 22 juin 1941 : Pourquoi l'Allemagne a attaqué l'Union Soviétique

**Hitler : sa Déclaration de Guerre à l'URSS**

**Deux Documents Historiques**

Alors que pointait l'aube de ce dimanche 22 juin 1941, les forces armées de l'Allemagne, de la Finlande et de la Roumanie se lançaient à l'assaut de l'Union Soviétique sur un front de plusieurs milliers de kilomètres s'étendant du cercle arctique dans l'extrême nord à la mer Noire au sud. L'Italie, la Hongrie, la Slovaquie et la Croatie se sont rapidement jointes à la campagne – la plus grande offensive militaire de l'histoire. Les soldats de ces nations n'ont pas tardé à être rejoints par des volontaires d'autres pays d'Europe comme la France, la Hollande, le Danemark, la Norvège, l'Espagne et la Belgique.

La nouvelle sensationnelle de l'attaque a été annoncée au monde par la radio allemande à 5h30 du matin par la voix du ministre du Reich, Joseph Goebbels, lisant au micro le texte de la proclamation d'Hitler qui exposait au peuple allemand les raisons de l'offensive historique.

À la suite de cette diffusion sur les ondes, il y eut la déclaration de guerre contre l'Union Soviétique. Ce fut sous la forme d'une note diplomatique au gouvernement soviétique lue par le ministre des affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, lors d'une conférence de presse hâtivement organisée dans une salle pleine à craquer de journalistes représentants de la presse allemande, européenne et d'autres continents.

Cette déclaration du ministère des affaires étrangères présente d'une manière assez détaillée les raisons qui ont poussé le gouvernement allemand à prendre la décision capitale d'attaquer l'URSS. Environ deux heures plus tôt, Ribbentrop en avait communiqué le texte à l'ambassadeur d'URSS à Berlin, tandis qu'au même moment, l'ambassadeur allemand à Moscou en donnait une version abrégée au ministère soviétique des affaires étrangères.

Le texte de la déclaration de Ribbentrop a été aussitôt diffusé par la DNB, l'agence de presse allemande, et est paru dès le lendemain dans les journaux en Allemagne et à l'étranger. Une version anglaise comportant un certain nombre d'erreurs, peut-être dues à une traduction faite dans l'urgence, a été publiée par le New York Times.

Même si les deux déclarations du 22 juin faisaient état d'une menace soviétique grave et imminente, elles sous-estimaient en réalité la mesure du danger. Même si Hitler et ses généraux savaient que l'armée rouge était nombreuse et puissante, ils en ont sérieusement sous-évalué la taille et le potentiel. Cette erreur d'estimation s'est révélée être un facteur important et sans doute décisif qui a empêché que ne se produise, comme c'était planifié, l'écrasement de l'armée soviétique avant l'arrivée de l'hiver 1941-42 – permettant ensuite, après une lutte titanesque de quatre ans, le triomphe final de l'armée rouge.



## Operation Barbarossa

C'est ainsi qu'en juin 1941, l'armée de l'air soviétique n'était pas seulement la plus grande du monde, elle était plus grande que toutes les autres armées de l'air du monde réunies. De même, les troupes d'assaut parachutistes soviétiques – qui n'ont d'utilité que pour des opérations d'attaques – n'étaient pas seulement supérieures en nombre aux allemandes, elles étaient plus nombreuses que toutes les troupes aéroportées du reste du monde réunies. Les forces blindées de l'Armée Rouge n'étaient pas seulement les plus fortes du monde, elles étaient supérieures à celles du reste du monde réunies.

Les dirigeants allemands ignoraient que les Soviétiques étaient déjà en train de produire les T34, les KV1 et les KV2 les chars les plus lourds et les plus puissants du monde, bien supérieurs à n'importe quel modèle allemand. Ils étaient également dans l'ignorance de l'existence des quelque 4000 chars amphibies, qui ne peuvent servir qu'en attaque, tandis que l'Allemagne n'en possédait aucun.

Les Allemands n'avaient pas non plus eu vent de la doctrine militaire du haut-commandement soviétique. Par exemple, en mai 1941, à peine quelques semaines plus tôt, lors d'un discours secret à l'École militaire devant des officiers fraîchement émoulus, Joseph Staline déclarait : *« pour la défense de notre pays, nous sommes dans l'obligation d'agir de façon agressive. De la défense, nous devons passer à l'offensive. Il est indispensable que nous changions l'état d'esprit de nos cursus de formation de notre propagande et de notre presse en faveur de l'offensive. L'Armée Rouge est une armée moderne, et une armée moderne est une armée de l'offensive. »*

Il n'a pas fallu longtemps aux responsables allemands pour réaliser qu'ils s'étaient trompés dans les grandes largeurs dans leur estimation des capacités militaires soviétiques. Le 11 août 1941, à peine huit semaines après le début de l'opération Barbarossa, le général Franz Halder, à la tête du haut-commandement allemand, notait dans son journal : *« dans l'ensemble, il devient évident que nous avons sous-estimé le colosse russe, lequel s'est consciencieusement préparé à la guerre avec l'absolu manque de limite qui caractérise les États totalitaires ... Au début de la guerre, nous avons compté avec 200 divisions ennemies, nous comptons désormais avec 360. »*

Une semaine plus tard, le bien informé ministre de la propagande, Joseph Goebbels, notait à son tour dans son agenda : *« Nous avons manifestement sous-estimé la puissance de choc soviétique et, par-dessus tout, l'équipement de son armée. Nous étions loin d'imaginer ce que les bolchevicks avaient à disposition. Ceci nous a conduit à prendre de mauvaises décisions... »*

Hitler lui-même reconnut en privé et en public qu'il avait mal jugé de l'ampleur de la menace soviétique. *« Nous nous sommes au moins trompés sur un point, »* déclara-t-il devant un public nombreux le 3 octobre 1941 à Berlin. *« Nous n'avions pas idée du degré de préparation phénoménal de cet ennemi contre l'Allemagne et l'Europe ni de l'ampleur incommensurable du danger ; c'est*

*de justesse que nous avons échappé à l'annihilation, pas seulement de l'Allemagne, mais de toute l'Europe. »*

Le gouvernement américain réagit à la nouvelle de l'offensive allemande par une déclaration officielle du ministre adjoint des affaires étrangères, Sumner Welles. Faisant fi des justifications avancées à Berlin, il prétendit que la « traîtreuse » attaque de l'Allemagne entrainait dans le cadre d'un plan général d'Hitler « *visant à une réduction en esclavage brutale et cruelle de tous les peuples et à la destruction des dernières démocraties.* » En fait, c'est l'Union Soviétique – le régime le plus oppressif de l'époque – qui se préparait activement à l'éradication des « démocraties libres » et à l'instauration triomphale de la dictature du prolétariat dans tous les pays. Staline n'a pas fait mystère de sa viscérale aversion pour la « démocratie libre » quand son Armée Rouge a tenté d'imposer un régime bolchevick à la Finlande lors de la campagne de l'hiver 1939 -1940. Et les soldats de la Finlande, une démocratie parlementaire, combattaient désormais aux côtés de l'Allemagne hitlérienne contre les Soviétiques.

Le grand public américain, largement ignorant des affaires européennes et conditionné par des années de propagande médiatique et par la rhétorique alarmiste de Roosevelt, partageait les positions du gouvernement sur le conflit. « *Naturellement* » indiqua Roosevelt aux journalistes le 24 juin, « *nous allons apporter toute l'aide que nous pouvons à la Russie* ». En violation totale de la neutralité affichée par son pays et au mépris des lois internationales, les USA n'ont pas tardé à fournir une aide militaire à la Russie soviétique.

Durant des années, des historiens influents ont soutenu la vision officielle américaine sur le conflit germano-soviétique. Ils ont dépeint l'offensive menée par l'Allemagne comme une attaque surprise non provoquée et traîtreuse contre un pays pacifique, motivée par des visées de grandeurs impériales. À cet égard, la position de James MacGregor, un historien renommé spécialiste de l'histoire américaine au vingtième siècle, est typique : dans un livre au succès retentissant *Roosevelt : The Soldier of Freedom* il rejeta en bloc la déclaration du ministère des affaires étrangères allemand du 22 juin 1941, estimant que ce n'était qu'un « *tas d'affabulations nazies.* »

Toutefois, dans les années récentes, de plus en plus d'historiens sont parvenus à rassembler une masse considérable de preuves qui viennent à l'appui des points-clés avancés par Hitler et le gouvernement allemand et qui montrent que les Soviétiques étaient en train de préparer une attaque générale. Le plus influent d'entre eux est sans doute Vladimir Rezun, un ancien officier du GRU.

Dans une série de livres écrits sous le pseudonyme de Viktor Souvorov, il présente des preuves impressionnantes de l'intention du régime soviétique de mener une attaque d'envergure contre l'Allemagne et l'Europe, attaque que l'offensive menée par l'Allemagne n'a fait que prévenir et devancer de justesse. C'est Staline et non Hitler – dit-il – qui doit être considéré comme le principal responsable de la Seconde Guerre mondiale.

De nombreux documents et autres preuves historiques ont été mis à jour dans les dernières décennies qui confirment les points-clés avancés dans les déclarations allemandes du 22 juin 1941. Ces preuves discréditent complètement la vision simpliste du conflit germano-soviétique – et de la Seconde Guerre mondiale elle-même – servie au grand public américain durant et après la guerre par les officiels et les historiens américains en vue.

Même si les dirigeants allemands, finlandais ou autres pouvaient se tromper sur le caractère imminent de l'attaque soviétique, ils avaient toutes les raisons de considérer que le régime stalinien présentait une menace dangereuse et de penser que les Soviétiques étaient en train de déployer des forces armées considérables dans le but d'attaquer tôt ou tard. Les raisons données par Hitler pour justifier la guerre n'étaient pas des mensonges ou des prétextes.

En fait, les dirigeants Allemands, Finlandais et Roumains étaient bien plus fondés à frapper l'URSS en juin 1941 que les Américains à se lancer dans toute une série de guerres comme la guerre contre le Mexique en 1845, contre l'Espagne en 1898 ou contre l'Irak en 2003. Dans aucun de ces cas, les pays attaqués par les forces armées américaines ne présentaient un clair danger pour les USA ou une

menace pour ses intérêts vitaux.

Parce que la proclamation d'Hitler du 22 juin 1941 et la déclaration du ministère des affaires étrangères le même jour donnent une bonne idée des raisons et des motivations de la décision fatidique de s'en prendre à l'URSS, ils constituent des archives d'une importance historique. Nous donnons ci-après dans leur intégralité une traduction de ces documents spécialement pour iHR.

**Mark Weber, Mars 2019**



Joseph Goebbels annonce au monde stupéfait la nouvelle de l'attaque par les forces armées allemandes, finlandaises et roumaines de l'Union Soviétique. S'exprimant depuis Berlin tôt le dimanche matin du 22 juin 1941, le ministre du Reich lit le texte de la proclamation d'Hitler expliquant le contexte et les raisons de l'attaque – la plus grande campagne de l'histoire

### **Hitler : sa proclamation au peuple allemand**

Allemands ! Nationaux-Socialistes !

Après des mois de silence forcé passé à peser soigneusement la décision, l'heure est enfin venue pour moi de pouvoir vous parler librement.

Lorsque le 3 septembre 1939 le Reich allemand a reçu la déclaration de guerre anglaise, on a vu,

une nouvelle fois, jouer le réflexe anglais de s'en prendre à n'importe laquelle des puissances sur le continent, la plus forte à un moment donné, pour contrecarrer tout début d'unification de l'Europe et, par-là, sa montée en puissance. C'est ainsi que par le passé l'Angleterre a ruiné l'Espagne au prix de plusieurs guerres. Elle a fait la même chose avec la Hollande, puis avec la France qu'elle a combattue avec l'aide de toute l'Europe. Et c'est encore ainsi qu'au tournant du siècle elle a commencé l'encerclement du Reich pour, en 1914, déclencher la [Première] Guerre mondiale. Ce n'est qu'en raison d'un manque d'unité nationale que l'Allemagne fut vaincue en 1918. Les conséquences furent terribles.

Après des déclarations hypocrites selon lesquelles le combat était seulement dirigé contre le Kaiser et son régime, aussitôt que l'Allemagne a déposé les armes, l'annihilation du Reich a débuté conformément au plan.

Et c'est alors que la prophétie d'un homme d'État français [Georges Clemenceau] selon laquelle il y avait 20 millions d'Allemands en trop – en d'autres termes, que ce nombre devait être éliminé par la faim, la maladie ou l'émigration – semblait s'accomplir à la lettre que le mouvement National-Socialiste a commencé son travail d'unification du peuple allemand et, ainsi, entamé la résurgence du Reich. Ce sauvetage de notre peuple hors de la détresse, de la misère et de la honte avait la forme d'une renaissance purement interne. En aucun cas elle n'affectait ni encore moins ne menaçait l'Angleterre.

Et pourtant, une nouvelle politique d'encerclement, dictée par la haine, s'est aussitôt mise en place contre l'Allemagne. À l'intérieur comme à l'extérieur, on a vu ressurgir cette alliance – qui nous est à tous si familière – entre les Juifs et les démocrates, les bolchevicks et les réactionnaires, dans le seul but d'empêcher l'établissement d'un nouvel État pour le peuple allemand et de plonger de nouveau le Reich dans la misère et l'impuissance.

En dehors de nous, la haine de cette conspiration mondiale visait toutes celles des nations, qui, comme nous négligées par la fortune, étaient obligées de gagner leur pain quotidien dans la plus âpre lutte pour la survie.

Au premier rang de ces pays, on trouve, aux côtés de l'Allemagne, l'Italie et le Japon dont les droits à prendre part au partage des ressources de ce monde sont contestés voir tout simplement déniés. L'alliance de ces [trois] nations est, par conséquent, un pur acte d'autoprotection face à la coalition des intérêts égoïstes des puissances d'argent qui les menace. Dès 1936, [Winston] Churchill, si on en croit les rapports du général américain Wood, a, devant le comité de la Chambre des représentants américaine, déclaré que l'Allemagne était de nouveau en train de devenir trop puissante et devait, par conséquent, être anéantie.

À l'été 1939, le moment semblait venu pour la Grande-Bretagne de commencer à mettre à exécution son projet d'annihilation par répétition d'une politique d'encerclement total de l'Allemagne. Le plan de la campagne de mensonges, mise en place à cette fin, consistait à dire aux autres peuples qu'ils étaient menacés, à les leurrer par des promesses britanniques de garanties et d'assistance et à les amener à se dresser contre l'Allemagne, exactement comme cela s'était fait avant la [Première] Guerre mondiale.

De mai à août 1939, l'Angleterre a ainsi réussi à faire croire au monde que la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande et la Bessarabie ainsi que l'Ukraine étaient directement menacées par l'Allemagne. Certains de ces pays se sont laissé abuser par les promesses de garanties qui accompagnaient ces assertions et ont accepté de prendre part au nouveau front de l'encerclement contre l'Allemagne.

Dans ces circonstances, j'ai considéré de mon devoir de prendre la responsabilité, devant ma propre conscience et devant l'histoire du peuple allemand, de non seulement assurer ces pays ou leur gouvernement de la fausseté des assertions britanniques, mais aussi de rassurer la plus grande puissance à l'est [l'Union Soviétique] par des déclarations particulièrement solennelles concernant les limites de nos intérêts.

Nationaux-Socialistes ! Vous avez sans doute pu imaginer alors ce que m'avait coûté ce pas. Les Allemands n'ont jamais entretenu de sentiments hostiles envers les Russes. Toutefois, depuis plus de vingt ans, les maîtres judéo-bolchevicks qui tiennent les rênes à Moscou se sont efforcé d'embraser non seulement l'Allemagne mais l'ensemble de l'Europe. À aucun moment l'Allemagne n'a tenté d'exporter sa vision du monde en Russie, mais, à l'inverse, les dirigeants judéo-bolchevicks à Moscou ont, eux, constamment cherché à nous imposer leur domination, à nous et à l'Europe, et pas seulement par des moyens idéologiques mais de préférence par la contrainte militaire. Les conséquences de l'action de ce régime sont partout le chaos, la misère et la famine.

De mon côté, je me suis efforcé durant ces vingt années, avec un minimum d'intervention et sans détruire la production, d'édifier en Allemagne un ordre socialiste nouveau, un ordre qui a été non seulement capable d'éradiquer le chômage mais aussi d'assurer aux travailleurs leur juste part des fruits de leur labeur. La réussite de cette politique de reconstruction nationale, économique et sociale – qui participe à l'édification d'une véritable communauté nationale en surmontant les divisions de classes – est unique dans le monde d'aujourd'hui.

Ce n'est donc qu'avec une extrême difficulté que je me suis décidé, en août 1939, à envoyer mon ministre [des affaires étrangères, Von Ribbentrop] à Moscou pour tenter de briser l'encerclement anglais contre l'Allemagne. Je ne l'ai fait qu'animé par le sens de la responsabilité envers le peuple Allemand, mais surtout avec l'espoir qu'en fin de compte, malgré tout, on parviendrait à obtenir une détente et à être en mesure de réduire les sacrifices auxquels nous aurions eu à faire face autrement.

Tandis que l'Allemagne affirmait solennellement à Moscou que les pays et territoires désignés – à l'exception de la Lituanie – étaient entièrement en dehors des intérêts politiques allemands, un accord spécial [supplémentaire] a été conclu au cas où l'Angleterre devait réussir à inciter la Pologne à entrer en guerre contre l'Allemagne. Dans ce cas également, les prétentions allemandes étaient sujettes à des limitations totalement indépendantes des succès effectifs des forces Allemandes.

Nationaux-Socialistes ! Les conséquences de ce traité, que j'ai moi-même désiré et qui a été conclu dans les intérêts de la nation Allemande étaient sévères, spécialement pour les Allemands vivant dans les pays concernés. Largement plus d'un demi-million d'Allemands [ethniquement], hommes et femmes, tous petits fermiers, artisans et travailleurs ont été forcé de quitter leur patrie pratiquement du jour au lendemain pour échapper au régime [soviétique] qui les menaçait de persécutions terribles et, tôt ou tard, de complète extermination.

Et pourtant, des milliers d'Allemands ont disparu ! Impossible de savoir quel sort leur a été réservé, ni même où ils avaient pu être emmenés. Parmi eux il n'y avait pas moins de 160 citoyens du Reich. Face à tout cela je suis resté silencieux – parce que je le devais ! Parce qu'en fin de compte, mon seul désir était d'amener une détente et, si possible, un règlement permanent avec cet État [soviétique].

Et pourtant, alors même que nous avançons en Pologne, les dirigeants soviétiques, soudainement, et contrairement aux traités, ont aussi revendiqué la Lituanie. Le Reich allemand n'a jamais eu l'intention d'occuper la Lituanie et n'a pas seulement négligé de présenter une telle exigence au gouvernement de ce pays mais a, au contraire, refusé d'accéder à sa demande d'envoi de troupes allemandes comme étant contraire à l'esprit et aux buts de la politique allemande.

Je me suis de nouveau plié à cette nouvelle exigence Russe mais, ensuite, il y a encore eu d'autres extorsions sans cesse renouvelées et qui se répètent depuis.

La victoire en Pologne, qui était uniquement le fait des armées allemandes, m'a décidé à faire une nouvelle offre de paix aux puissances occidentales [Angleterre et France]. Elle a été rejetée sous la pression des internationalistes Juifs va-t-en-guerre. Déjà à l'époque la raison de son rejet résidait dans l'espoir qu'entretenait encore l'Angleterre de pouvoir dresser une coalition contre l'Allemagne comprenant les Balkans et la Russie soviétique. Il a en conséquence été décidé à Londres d'envoyer Monsieur Cripps comme ambassadeur à Moscou. Il avait pour consigne impérative de

renouer les relations entre la Grande-Bretagne et la Russie et de les développer dans une direction favorable à l'Angleterre. La presse britannique s'est fait l'écho des progrès de la mission sauf si, pour des raisons tactiques, le silence s'imposait.

Vers la fin de 1939 et au printemps 1940, les premiers résultats se sont fait sentir. Alors que la Russie tentait de s'imposer par la force à la Finlande – mais aussi à tous les États baltiques – elle a brusquement motivé son action par l'affirmation, aussi ridicule que fausse, selon laquelle elle agissait pour protéger ces pays contre une menace extérieure qu'elle se devait de prévenir. Cela ne pouvait s'appliquer qu'à l'Allemagne puisque aucune autre puissance n'était en mesure d'intervenir en mer Baltique encore moins d'y faire la guerre. Encore une fois, je gardais le silence et encore une fois, ceux au pouvoir au Kremlin en ont immédiatement profité pour aller plus loin.

Tandis qu'au printemps 1940, en accord avec le soi-disant traité d'amitié [du 28 septembre 1939 avec la Russie Soviétique] l'Allemagne retirait ses forces des frontières orientales et, en fait, évacuaient complètement ces régions, la Russie amorçait un déploiement militaire d'une ampleur telle qu'il ne pouvait qu'être considéré comme une menace délibérée envers l'Allemagne.

Selon une déclaration faite à l'époque par Molotov en personne [ministre des affaires étrangères soviétique], il y avait 22 divisions cantonnées dans les seuls pays baltes au printemps 1940. Étant donné que le gouvernement russe a toujours prétendu qu'il avait été appelé par les populations locales, le but de leur présence ne pouvait être qu'une démonstration de force contre l'Allemagne.

Alors qu'à partir du 10 mai 1940 nos armées étaient occupées à briser les forces Franco-Britanniques à l'ouest, le déploiement militaire russe sur nos frontières de l'est se poursuivait d'une façon alarmante. À partir d'août 1940, j'ai considéré qu'il était dans l'intérêt du Reich de ne plus laisser nos provinces orientales, si souvent négligées par le passé, sans protection en face de l'énorme déploiement de divisions bolchéviques.

En conséquence, et c'était le but de cette coopération anglo-soviétique, l'immobilisation des forces allemandes à l'est était telle, notamment en matière d'aviation, qu'une conclusion rapide de la guerre à l'ouest ne pouvait plus être garantie par les dirigeants de l'Allemagne. C'était précisément le but recherché par la politique de l'Angleterre et de la Russie, les deux pays essayant de prolonger la guerre le plus possible pour affaiblir l'Europe et la rendre toujours plus impuissante.

La menace d'attaque Russe sur la Roumanie était, en dernière analyse, également destinée à s'emparer ou même, si possible, à détruire une importante base arrière de l'économie allemande et de toute l'Europe. Depuis 1933, le Reich allemand s'emploie avec une patience infinie à se gagner les faveurs des pays de l'Europe du sud-est et à en faire des partenaires économiques. Nous étions par conséquent très attentifs au renforcement de leur stabilité intérieure. L'avance russe en Roumanie et l'alliance de la Grèce avec l'Angleterre menaçait de transformer rapidement ces régions en théâtre de guerre.

Contrairement à nos principes et à nos habitudes, et à la demande expresse du gouvernement roumain – lui-même responsable de ces développements – je leur ai conseillé, pour sauver la paix, d'accéder aux exigences de la Russie soviétique sur la Bessarabie. Mais le gouvernement roumain pensait qu'il ne pouvait répondre d'une telle décision devant le peuple que si l'Allemagne et l'Italie pouvaient, en retour, leur garantir l'intégrité de ce qu'il restait de la Roumanie. Je l'ai fait, pas de gaieté de cœur, parce que lorsque le Reich allemand accorde sa garantie, il sait qu'il devra s'y tenir : nous ne sommes ni des Anglais des ni Juifs.

Je pense avoir fait tout ce qu'il était possible de faire pour sauver la paix dans cette région sans renier nos propres engagements. Pour tenter, malgré tout, de clarifier l'attitude de la Russie envers l'Allemagne, et sous la pression d'une mobilisation grandissante à nos frontières de l'est, j'ai proposé à M. Molotov de venir à Berlin. Le ministre des affaires étrangères [lors de leur rencontre des 12 et 13 novembre 1940] a alors posé les questions suivantes pour clarifications et accord.

Première question de Molotov : est-ce que la garantie allemande en faveur de la Roumanie visait

aussi la Russie en cas d'attaque par la Russie de la Roumanie ?

Ma réponse : la garantie allemande est générale et elle nous oblige inconditionnellement. De son côté, la Russie ne nous a jamais fait part d'un quelconque intérêt en Roumanie au-delà de la Bessarabie. L'occupation [soviétique] du nord de la Bucovine est déjà une violation de cette assurance. Je ne pense donc pas que la Russie pourrait à présent soudainement manifester des prétentions plus larges en Roumanie.

Deuxième question de Molotov : La Russie se sent elle-même de nouveau menacée par la Finlande et la Russie et résolue à ne pas le tolérer. Est-ce que l'Allemagne est disposée à ne pas aider la Finlande, et à retirer, en premier lieu, les troupes allemandes de renfort qui se dirigent vers Kirkenes ?

Ma réponse : l'Allemagne n'a jamais entretenu d'intérêt politique pour la Finlande. Néanmoins, une nouvelle guerre lancée par la Russie contre la petite nation finlandaise ne pourrait pas être considérée comme tolérable par le gouvernement allemand ne serait-ce que parce qu'il ne peut pas croire que la Finlande puisse être une menace pour la Russie. Nous ne voulons à aucun prix d'un nouveau théâtre de guerre dans la Baltique.

Troisième question de Molotov : est-ce que l'Allemagne est disposée à accepter que la Russie accorde sa protection à la Bulgarie et, qu'en conséquence, elle y envoie des troupes, en échange de quoi, lui – Molotov – était prêt à déclarer que les Soviétiques n'avaient pas l'intention, pour autant, de déposer le roi ?

Ma réponse : la Bulgarie est un État souverain, et je n'ai aucune connaissance d'une demande de garantie faite par la Bulgarie à la Russie du genre de celle adressée par la Roumanie à l'Allemagne. Qui plus est, il faudrait que je discute du sujet avec mes alliés.

Quatrième question de Molotov : la Russie soviétique requière le libre passage dans les Dardanelles et pour le garantir, exige de pouvoir occuper un certain nombre de bases importantes dans les Dardanelles et sur le Bosphore [en Turquie]. Est-ce que l'Allemagne y consent ou pas ?

Ma réponse : l'Allemagne est disposée à tout moment à modifier le Traité de Montreux [de 1936] en faveur des États de la mer Noire. L'Allemagne n'est pas disposée à approuver la prise de possession par la Russie de bases dans le Détroit [Turque].

Nationaux-Socialistes ! Je n'ai fait là qu'adopter la seule attitude possible de la part d'un dirigeant responsable du Reich, mais aussi de tout représentant responsable de la culture et de la civilisation Européenne. Le résultat en fut un accroissement de l'activité de la Russie soviétique contre le Reich, en premier lieu par le démarrage immédiat d'un processus de déstabilisation de l'État roumain de l'intérieur et par une tentative de renverser le gouvernement bulgare par la propagande.

Avec le soutien brouillon des dirigeants immatures de la Légion Roumaine [Garde de Fer] il y a eu une tentative de coup d'État pour renverser le Chef d'État, le général Antonescu, dans le but de provoquer le chaos et d'éliminer l'autorité légale dont le maintien était la condition préalable pour mettre en œuvre la garantie allemande. J'ai là aussi jugé préférable de garder le silence.

Immédiatement après l'échec de cette tentative, il y a de nouveau eu un renforcement de la concentration de troupes russes sur nos frontières orientales. Des unités blindées et parachutistes ont été transférées en masse à proximité immédiate des soldats allemands. Les forces armées allemandes et la patrie savent qu'il y a quelques semaines encore il n'y avait pas une seule division blindée ou motorisée stationnée sur nos frontières à l'est.

S'il fallait une preuve définitive de la formation d'une coalition anglo-soviétique, le conflit en Yougoslavie, malgré toutes les tentatives de camouflage et de diversion, la fournirait. Alors que je faisais tout mon possible pour tenter une dernière fois de pacifier les Balkans et, avec l'aide amicale du Duce [Mussolini], invitait la Yougoslavie à joindre le Pacte Tripartite, l'Angleterre et la Russie soviétique ont organisé en commun le coup d'État qui, en une seule nuit [27 mars 1941], a renversé le gouvernement qui se disposait à signer l'accord.

Nous pouvons en effet à présent informer la nation allemande de ce que le coup d'État serbe dirigé contre l'Allemagne ne s'est pas fait principalement sous les auspices de l'Angleterre mais sous ceux de la Russie. Bien que nous soyons restés muets sur cette affaire aussi, les dirigeants soviétiques ont encore franchi un palier. Ils ne se sont pas contenté d'organiser le putsch, mais quelques jours plus tard [5 avril 1941], ils ont conclu avec ces créatures serviles le fameux traité d'amitié destiné à entretenir les Serbes dans leur volonté de refuser la pacification des Balkans et à les dresser contre l'Allemagne. Et ce n'était pas là que des intentions platoniques : Moscou exigeait la mobilisation de l'armée serbe.

Alors même que je continuais à m'abstenir de tout commentaire en public, les dirigeants en place au Kremlin poursuivaient toujours plus loin : le gouvernement du Reich est aujourd'hui en possession de documents qui prouvent que la Russie, dans le but d'amener la Serbie à la guerre, lui a fait la promesse de la fournir, par Salonique, en armes, en avions, en munitions et autres matériels de guerre. Et ceci se passait au moment même où je conseillais au ministre des affaires étrangères japonais, Matsuoka, de parvenir à une détente dans les relations avec la Russie, espérant toujours servir ainsi la cause de la paix.

Ce n'est que l'avance rapide de nos incomparables divisions sur Skopje ainsi que la prise de Salonique même, qui ont empêché la réussite de ce complot russo-anglais. Toutefois, les officiers de l'armée de l'air serbe ont fui en Russie où ils ont été immédiatement reçus en alliés.

Ce n'est que la victoire des puissances de l'Axe dans les Balkans qui a fait échouer le plan visant à fixer l'Allemagne dans des combats dans le sud-est de l'Europe durant les mois de cet été pour permettre, dans l'intervalle, d'accroître toujours plus le déploiement des armées russes, de parfaire leur préparation au combat pour, en fin de compte, avec l'aide de l'Angleterre et la fourniture escomptée d'armes par l'Amérique, attaquer et défaire le Reich et l'Italie.

En agissant ainsi, Moscou a rompu et trahi les dispositions de notre traité d'amitié. Tout ceci a été perpétré par les dirigeants du Kremlin – exactement comme ce fut le cas pour la Finlande et la Roumanie – derrière la façade de professions d'amitié réitérées jusqu'au dernier moment et de démentis qui se voulaient rassurants.

Bien que j'aie été tenu encore et toujours au silence par les circonstances, le moment est venu où rester davantage dans la position d'un simple spectateur serait, non seulement un péché d'omission, mais un crime contre le peuple allemand et contre toute l'Europe.

Aujourd'hui, quelque 160 divisions russes se tiennent à nos frontières. Durant des semaines il y a eu de constantes violations de ces frontières qui ne nous ont pas seulement affecté nous, mais aussi l'extrême nord [contre la Finlande] ainsi que la Roumanie. Les pilotes russes considéraient comme un sport de survoler ces frontières, sans doute pour nous prouver qu'ils se sentaient déjà maîtres de ces territoires. Durant les nuits du 17 au 18 juin, des patrouilles russes ont de nouveau pénétré les territoires du Reich et n'ont pu être repoussées qu'après des échanges de tirs prolongés.

Nous en sommes arrivés au point où il devient nécessaire de contrer le complot des va-t-en-guerre judéo-anglais et aussi des maîtres juifs du foyer bolchevick à Moscou.

Peuple Allemand ! En ce moment a lieu un déploiement de forces qui, par son ampleur et sa puissance, dépasse tout ce que le monde a jamais connu jusqu'ici. Unis à leurs camarades finlandais, les artisans de la victoire à Narvik se tiennent prêts au nord dans l'Arctique. Des divisions allemandes, commandées par le vainqueur de la Norvège [général Diet], de conserve avec les héros de l'indépendance finnoise sous le commandement de leur maréchal [Mannerheim] protègent le sol finlandais. Le front allemand à l'Est s'étend de la Prusse-Orientale aux Carpates. Les soldats allemands et roumains sont unis, sous le commandement du chef d'État Antonescu, des berges du Prut [rivière] au delta du Danube et aux rives de la mer Noire.

La tâche de ce front, par conséquent, n'est pas seulement la protection de chaque pays, mais la sauvegarde de l'Europe et donc le salut de tous.

J'ai donc décidé aujourd'hui, une fois encore, de confier le sort et le futur du Reich et de notre peuple entre les mains de nos soldats.

Puisse le Seigneur nous venir en aide dans ce combat !



Le ministre des affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop présente la déclaration de guerre de l'Allemagne contre l'Union Soviétique. Dans une salle pleine à craquer de correspondants étrangers et de journalistes représentants de la presse allemande, il lit le texte d'une longue note diplomatique adressée au gouvernement soviétique et donnant en détail les raisons de l'attaque contre l'URSS. Sa lecture de la déclaration est diffusée au monde le dimanche matin du 22 juin 1941 par la radio allemande

### **La déclaration de guerre Allemande contre la Russie**

La note du ministère des affaires étrangères d'Allemagne au gouvernement soviétique

I

Quant à l'été 1939 le gouvernement du Reich, motivé par le désir de parvenir à un accord pour concilier les intérêts de l'Allemagne et de l'URSS, a pressenti le gouvernement soviétique, il était bien conscient de la difficulté qu'il y avait à s'entendre avec un État qui, d'un côté, prétendait appartenir à la communauté des nations avec les droits et les devoirs qui en résultaient et qui, d'un autre côté, était dirigé par un parti qui, en tant que section du Komintern [Internationale Communiste], s'efforçait de faire éclater une révolution mondiale – en d'autres termes, visait la dissolution de ces États nation.

Le gouvernement du Reich fit l'effort de mettre de côté ses sérieuses réserves, lesquelles se basaient sur des différences fondamentales dans les objectifs politiques de l'Allemagne et de la Russie soviétique et sur le contraste criant de visions du monde diamétralement opposées entre le national-socialisme et le bolchévisme. Il était guidé par l'idée que l'élimination de la possibilité de la guerre qui découlerait d'une entente entre l'Allemagne et la Russie et la sauvegarde des vrais intérêts vitaux des deux nations entre lesquelles des relations amicales ont toujours existé, offrirait la meilleure garantie contre une propagation à toute l'Europe de la doctrine communiste de la juiverie

internationale. Cette croyance se trouvait renforcée par certains événements en Russie même et certaines démarches au plan international qui semblaient montrer qu'une séparation était au moins possible entre ces doctrines et les méthodes de subversion des autres nations utilisées jusque-là. L'accueil fait à Moscou de l'initiative Allemande et la disposition de la Russie soviétique à conclure un pacte d'amitié avec l'Allemagne semblait confirmer ce changement d'attitude.

C'est ainsi qu'un pacte de non-agression fût conclu le 23 août 1939 et qu'un accord à l'amiable sur les frontières a été signé par les deux États le 28 septembre 1939. L'essence de ces accords consistait en :

- 1 – la promesse réciproque des deux États de ne pas s'attaquer et de vivre en voisins pacifiques et
- 2 – la délimitation de sphères d'influence, avec le Reich renonçant à toute influence en Finlande, Lettonie, Estonie, Lituanie et Bessarabie, et les territoires de l'ancien État polonais devant être – selon le souhait des soviets – incorporés à la Russie jusqu'à la ligne formée par [les cours] de la Narev de la Bug et de la San.

Dès la conclusion de ce pacte de non-agression avec la Russie, le gouvernement du Reich a effectué un virage complet dans sa politique envers l'URSS et a fait preuve, dès lors, d'une attitude amicale envers elle. Le gouvernement allemand a loyalement adhéré à la lettre et à l'esprit du traité conclu avec l'Union Soviétique. De plus, il a, par la défaite de la Pologne, c'est-à-dire en versant du sang allemand – aider l'Union Soviétique à obtenir son plus grand succès en politique étrangère depuis sa création. Ceci n'a été possible que par la politique bienveillante de l'Allemagne envers la Russie et par l'écrasante victoire des forces armées allemandes.

Il n'était dès lors pas déraisonnable pour le gouvernement du Reich de se sentir justifié à attendre de l'Union Soviétique une attitude similaire envers lui, surtout que, durant les négociations conduites à Moscou par le ministre du Reich des affaires étrangères, Von Ribbentrop, ainsi qu'en d'autres occasions, le gouvernement soviétique a régulièrement exprimé l'idée que ces traités seraient la base d'une conciliation durable des intérêts germano-russes, et que les deux nations, chacune respectant le régime de l'autre, parviendraient à entretenir durablement des bonnes relations de voisinage. Malheureusement, il est rapidement devenu évident que le gouvernement du Reich se trompait totalement dans ses attentes.

## II

En fait, le Komintern a repris ses activités dans toutes les sphères très peu de temps après la conclusion du traité germano-russe. Ceci n'était pas seulement vrai concernant l'Allemagne, mais aussi concernant des pays amis de l'Allemagne ainsi que des États neutres et des zones en Europe occupées par les troupes allemandes. Dans le but d'éviter de violer ouvertement les traités, les méthodes ont été changées et le camouflage effectué avec plus de soin et d'astuce. Selon toute évidence, on pensait à Moscou qu'il était nécessaire de contrebalancer l'effet de la conclusion du pacte avec l'Allemagne nationale-socialiste par la dénonciation permanente de sa guerre soi-disant « impérialiste ». Des mesures préventives fortes et efficace [de la part de l'Allemagne] ont forcé le Komintern à essayer de mener ses activités subversives et son travail de renseignement en Allemagne par d'autres moyens, en faisant usage de centres établis dans des pays voisins.

D'anciens officiels du parti communiste allemand ont été déployés dans un but subversif et pour préparer des actes de sabotage en Allemagne. Le commissaire Krylov, de la GPU [NKVD] était chargé d'organiser à leur intention des formations systématiques. Qui plus est, d'intenses activités subversives étaient entretenues dans des territoires occupés par l'Allemagne, notamment dans le Protectorat [Bohême-Moravie] et dans la France occupée ainsi qu'en Norvège, en Hollande, en Belgique et ainsi de suite.

Les agences diplomatiques soviétiques, notamment le consulat général de Prague, ont fourni une assistance notable de ce point de vue. Une intense activité de renseignement par communication radio en émission et en réception est une preuve absolue du travail du Komintern visant le Reich. II

y a aussi de nombreuses preuves documentaires – des déclarations de témoins ou des documents écrits – qui attestent de toute l'étendue du travail de reconnaissance et de subversion du Komintern. En outre, des groupes de sabotages ont été organisés qui avaient leurs propres laboratoires de fabrication de bombes incendiaires ou hautement explosives. De telles attaques ont par exemple été exécutées contre pas moins de 16 navires allemands.

En plus de cette activité de subversion et de sabotage, il y avait l'espionnage. Ainsi, le rapatriement des Allemands [d 'ethnie] de Russie soviétique a été exploitée de la plus répréhensible des façons dans le but de s'adjoindre le service de ces Allemands au profit de la GPU. Non seulement les hommes mais aussi des femmes étaient victimes de pressions abominables et forcées d'entrer au service de la GPU. Même l'ambassade de la Russie soviétique à Berlin, pour des opérations conduites par le conseiller diplomatique [Amayak] Kobulov, n'a pas hésité à abuser sans scrupules de l'extra-territorialité dans un but d'espionnage. Un membre du consulat Russe à Prague, Molchov [L.Michailov] a dirigé un autre réseau russe d'espionnage qui s'étendait sur tout le Protectorat [de Bohême-Moravie]. En d'autres occasions, au cours desquelles la police a pu prendre des mesures à temps, on a pu recueillir des preuves sans équivoque de ces machinations russes. Dans leur ensemble, les preuves montrent de façon irréfutable que la Russie soviétique entretenait à grande échelle, dans les sphères politiques, militaires et économiques, des activités subversives, perpétrait des actes de sabotage et de terrorisme, et s'adonnait à l'espionnage en vue de préparer la guerre.

En ce qui concerne les activités subversives de la Russie soviétique dans les pays Européens en dehors de l'Allemagne, elles s'étendaient à presque tous les pays qui étaient soit amis soit occupés par l'Allemagne. En Roumanie, par exemple, des tracts de propagande communiste d'origine russe dépeignaient l'Allemagne comme étant responsable de tous les troubles locaux dans le but d'attiser des sentiments antiallemands dans le public. La même chose est apparue de façon évidente en Yougoslavie à l'été 1940. Là les tracts incitaient le peuple à protester contre le gouvernement de [Dragiša] Cvetković qui s'alignait avec les gouvernements « impérialistes » de Berlin et de Rome. Lors d'un meeting de fonctionnaires communistes à Zagreb, toute l'Europe du Sud de la Slovaquie à la Bulgarie était décrite comme un protectorat russe qui verrait le jour après que l'Allemagne aura sombré dans le déclin militaire. Dans l'ambassade Russe à Belgrade, les troupes allemandes ont découvert des preuves de l'origine russe de la propagande. Tandis que la propagande soviétique en Yougoslavie jouait de slogans nationalistes, en Hongrie, elle visait principalement la population de Ruthénie à qui elle faisait miroiter l'espoir de la libération par la Russie soviétique. La propagande antiallemande était particulièrement active en Slovaquie où elle appelait ouvertement le rattachement du pays à la Russie soviétique.

En Finlande, la célèbre « Société pour la paix et l'amitié avec l'Union Soviétique » travaillait activement avec radio Petroskoi [dirigée par les Soviétiques] qui diffusait des émissions à caractère subversif et se comportait par conséquent d'une façon tout à fait antiallemande.

En France, en Belgique et en Hollande, l'agitation visait les autorités d'occupations allemandes. Une propagande semblable mais à caractère nationaliste et anti-panslaviste était menée dans le Gouvernorat Général [Pologne]. À peine la Grèce était-elle occupée par les troupes allemandes et italiennes que la propagande Russe s'y développait également. Tout ceci constitue la preuve d'une campagne systématiquement orchestrée dans chaque pays par l'URSS pour entraver les efforts allemands pour établir un ordre stable en Europe.

En parallèle, il y avait une propagande qui visait à contrer directement des actions politiques allemandes, qui les dénonçait comme antirusse et cherchait à gagner ces divers pays à la Russie soviétique et contre l'Allemagne. En Bulgarie il y avait une agitation contre l'adhésion du pays au Pacte Tripartite et en faveur d'un pacte de garantie avec la Russie. En Roumanie il y avait des tentatives d'infiltration de la Garde de Fer [mouvement nationaliste] et de subordonner ses dirigeants, y compris Groza, un Roumain à l'origine de la tentative de putsch manqué du 23 janvier 1941 et derrière qui on trouvait les agents de Moscou qui tiraient les ficelles. Le gouvernement du Reich en a la preuve indiscutable.

En ce qui concerne la Yougoslavie, le gouvernement du Reich est en possession de documents qui montrent que l'envoyé Yougoslave [Milorad] Georgevic [Djordjevich] a été convaincu par Molotov [ministre des affaires étrangères soviétique] lors d'un entretien en mai 1940 de ce que l'Allemagne était « le grand ennemi de demain. » L'attitude de la Russie soviétique a été clarifiée par sa réponse à la demande d'armement faite par les cercles militaires serbes. En novembre 1940, le général en chef de l'état-major de la Russie soviétique a déclaré à l'attaché militaire yougoslave : « nous vous accorderons immédiatement tout ce que vous demandez. » Le prix à payer et la manière de payer étaient laissés à la discrétion du gouvernement de Belgrade, il n'y avait qu'une condition : garder le secret vis-à-vis de l'Allemagne. Quand le gouvernement de Cvetković a, par la suite, approché les puissances de l'Axe, Moscou a commencé à retarder les livraisons d'armes et ceci a été sèchement signifié à l'attaché militaire yougoslave par le ministre de la guerre. L'orchestration du putsch de Belgrade le 27 mars de cette année a été le paroxysme des activités contre le Reich par les conspirateurs Serbes et les agents anglo-russes. Les dirigeants Serbes de ce putsch et la direction de la « Main Noire » M [Božin] Simić est aujourd'hui à Moscou où il travaille activement contre le Reich en étroite collaboration avec les foyers de propagande russes.

Les points ci-dessus ne sont qu'une petite partie de l'énorme étendue de la propagande contre l'Allemagne que l'URSS a menée dans toute l'Europe. Dans le but de fournir au monde extérieur une vue d'ensemble des activités des officines soviétiques depuis la conclusion des traités entre l'Allemagne et la Russie et pour permettre au public de se faire sa propre opinion, le gouvernement du Reich publiera tout le matériel à sa disposition. En résumé, le gouvernement du Reich souligne les points suivants :

Lors de la conclusion des traités avec l'Allemagne, le gouvernement soviétique a fait des déclarations sans équivoque pour dire qu'il n'avait pas l'intention d'interférer, directement ou indirectement dans les affaires allemandes. Quand le traité d'amitié a été signé, il a solennellement fait savoir qu'il travaillerait avec l'Allemagne pour – dans l'intérêt de tous les pays – à arrêter la guerre en cours entre l'Allemagne d'un côté et l'Angleterre et la France de l'autre, et ce, dans les plus brefs délais possibles. À la lumière des faits ci-dessus mentionnés – qui sont devenus de plus en plus visibles dans le cours de la guerre – ces accords et assurances se sont révélées être volontairement trompeuses. De même, les avantages tirés de l'attitude amicale de l'Allemagne ont été impuissants à amener le gouvernement soviétique à adopter une attitude loyale envers l'Allemagne. Au contraire, le Reich a été forcé de constater que le pacte de 1939 n'était qu'une nouvelle illustration de la thèse de Lénine, telle qu'expressément réaffirmée en octobre 1939 dans les « directives pour le parti communiste en Slovaquie » selon laquelle des pactes pouvaient être conclus avec certains autres pays s'ils vont dans le sens des intérêts du gouvernement soviétique et aident à rendre inoffensifs les opposants. » La signature de ces traités n'était, en conséquence, que des manœuvres tactiques. Leur but réel était de parvenir à des accords avantageux pour par Russie et, dans le même temps, de permettre la préparation de puissantes actions futures. L'idée directrice restait l'affaiblissement des États non bolchevicks dans le but d'être en position de les subvertir plus facilement et, le moment venu, de les faire tomber. Dans un document russe découvert après la chute de Belgrade, dans leur ambassade, ce but était exprimé avec une brutalité crue en ces termes : « L'URSS répondra seulement au moment opportun. Lorsque les puissances de l'Axe auront davantage épuisé leurs forces, l'URSS déclenchera alors une attaque foudroyante contre l'Allemagne. » Le gouvernement soviétique n'a pas écouté la voix du peuple russe qui voulait sincèrement vivre en paix avec le peuple Allemand. Au lieu de cela, il a poursuivi la même vieille politique bolchevick de duplicité et, ce faisant, il porte tout le poids de la responsabilité.

### III

Si déjà la propagande subversive de l'Union Soviétique en Allemagne et dans le reste de l'Europe ne laisse pas de place au doute quant à son attitude envers l'Allemagne, la politique du gouvernement soviétique envers l'Allemagne au plan militaire et diplomatique, même depuis la signature du pacte entre l'Allemagne et la Russie rendent les choses encore plus claires. À l'occasion de la délimitation des sphères d'intérêts, le gouvernement soviétique déclara à Moscou

au ministre des affaires étrangères du Reich qu'il n'avait pas l'intention d'occuper, de bolchéviser ou d'annexer aucun des pays situés dans sa sphère d'intérêts sauf les territoires de l'ancien État polonais, lesquels étaient à l'époque en voie de désintégration. Mais en réalité, comme l'a montré la suite des événements, la politique de l'Union Soviétique durant cette période a été exclusivement tournée vers un seul but, à savoir, étendre sa domination militaire partout où s'en présentait la possibilité entre l'Océan Arctique et la mer Noire et de propager davantage le bolchévisme en Europe.

Le développement de cette politique a suivi les étapes suivantes :

1. elle a démarré par la conclusion de soi-disant pactes d'assistance avec l'Estonie, la Lettonie et l'Estonie en octobre et novembre 1939 et par l'établissement dans ces pays de bases militaires.
2. l'action suivante de la Russie soviétique visait la Finlande. Lorsque le gouvernement finlandais rejeta la demande russe – dont l'acceptation aurait signifié la fin d'un État finlandais souverain – le gouvernement soviétique a alors mis en place le pseudo-gouvernement communiste de Kusunin. Et quand le peuple finlandais a refusé de reconnaître ce gouvernement, un ultimatum a alors été présenté à la Finlande à la suite de quoi, fin novembre, l'armée rouge a attaqué. L'accord de paix finno-russe conclu en mars [1940] obligeait la Finlande à abandonner une partie de ses provinces du sud-est lesquelles ont immédiatement été placées sous la férule de la loi bolchevick.
3. Quelques mois plus tard, en juillet 1940, l'Union Soviétique a de nouveau agi contre les États baltiques. Selon les termes du premier traité de Moscou, la Lituanie se trouvait dans la sphère d'intérêt allemande. Dans le second traité, pour accéder au désir de l'Union Soviétique, le gouvernement allemand a abandonné ses intérêts sur la plus grande partie de ce pays, bien à contrecœur et pour sauver la paix. Une bande de ce territoire restait dans la sphère d'intérêt allemande. À la suite d'un ultimatum émis le 15 juin, la totalité de la Lituanie, y compris la partie restée dans la sphère allemande, était occupée par l'Union Soviétique, sans notification du gouvernement allemand, de sorte que l'URSS s'étendait maintenant jusqu'aux frontières orientales de la Prusse [de l'Allemagne]. Quand par la suite l'Allemagne a été approchée sur ce sujet, le gouvernement allemand, après d'âpres négociations, et dans le but de parvenir à un accord amiable, a cédé également cette partie de la Lituanie à l'Union Soviétique.

Peu de temps après, la Lettonie et l'Estonie étaient de même militairement occupées, un acte qui constituait clairement une violation du pacte d'assistance conclu avec ces États. Contrairement aux assurances expressément données par Moscou, tous les États baltiques se trouvaient bolchévisés pour, quelques semaines plus tard, être purement et simplement annexés. Et avec l'annexion, l'Armée Rouge se trouvait pour la première fois massée en force contre l'Europe sur tout le secteur nord du territoire de la Russie soviétique.

Incidentement, le gouvernement soviétique a rendu unilatéralement caduques les accords économiques qui avaient été conclus entre l'Allemagne et ces États [baltiques] qui, selon l'accord de Moscou, ne devaient pas être touchés

4. Dans les traités de Moscou, il était expressément prévu au moment de la définition des sphères d'intérêts dans les territoires de l'ancien État polonais qu'aucune campagne d'agitations politiques ne devait être lancée au-delà de la frontière qui limitait ces zones. L'action des autorités d'occupation des deux côtés devait se limiter exclusivement au développement pacifique de ces territoires. Or, le gouvernement allemand est en possession de preuves irréfutables qu'en dépit des accords, l'Union Soviétique, aussitôt après l'occupation des territoires, n'a pas seulement autorisée la propagande antiallemande destinée au gouvernement général de Pologne [sous contrôle de l'Allemagne] mais l'a en fait encouragée ainsi que la propagande bolchevick. De fortes garnisons russes ont également été transférées dans ces territoires immédiatement après l'occupation.

5. Alors que l'armée allemande était encore en train de combattre à l'ouest contre la France et l'Angleterre, l'Union Soviétique avançait dans les Balkans. Bien que le gouvernement soviétique ait déclaré durant les négociations de Moscou qu'il ne ferait jamais le premier pas pour régler la question de la Bessarabie, le gouvernement allemand était informé le 24 juin 1940 par le gouvernement soviétique de ce qu'il était maintenant décidé à résoudre la question de la Bessarabie par la force. Dans le même temps il était dit que les prétentions soviétiques s'étendaient maintenant à la Bucovine, c'est-à-dire, à un territoire qui fut jadis une terre de la couronne autrichienne, qui n'avait jamais appartenu à la Russie et qui, de plus, n'avait jamais été mentionnée à l'époque dans les négociations de Moscou.

L'ambassadeur d'Allemagne à Moscou fit part au gouvernement soviétique de ce que sa décision avait été une complète surprise pour l'Allemagne et que cela compromettrait gravement ses intérêts économiques en Roumanie et conduirait également à la disruption de vastes colonies d'Allemands [ethniquement] et à la disparition de la présence allemande en Bucovine. Molotov répliqua que la question était d'une extrême urgence et que l'Union Soviétique attendait de connaître la position du gouvernement allemand sur le sujet dans les 24 heures.

En dépit de la brusquerie de cette initiative contre la Roumanie, le gouvernement allemand, une fois de plus, est intervenu en faveur de l'Union Soviétique dans le but de sauvegarder la paix et de maintenir l'amitié avec ce pays. Il conseilla au gouvernement roumain de céder et lui recommanda de céder la Bessarabie et le nord de la Bucovine à la Russie soviétique. La réponse positive du gouvernement roumain fut communiquée au gouvernement soviétique par l'Allemagne, accompagnée d'une demande de délais suffisant pour évacuer ces vastes zones et préserver la vie et la propriété des habitants. Une fois de plus toutefois, le gouvernement soviétique présenta un ultimatum à la Roumanie et, avant même qu'il n'expire, engagea l'occupation de la Bucovine le 28 juin, puis, immédiatement après, celle de la Bessarabie jusqu'au Danube. Ces territoires furent aussi immédiatement annexés par l'Union Soviétique, bolchévisés et ainsi littéralement ruinés.

Par l'occupation et la bolchévisation de toute la sphère d'intérêts en Europe de l'est et dans les Balkans concédée par le Reich à l'URSS lors des négociations de Moscou, le gouvernement soviétique a clairement et ouvertement agi contrairement aux accords de Moscou. En dépit de cela, le Reich continuait de maintenir une attitude d'une absolue loyauté envers l'URSS. Il s'est entièrement abstenu d'intervenir dans la guerre en Finlande et dans la question des États Baltes. Il a défendu la position du gouvernement soviétique contre le gouvernement Roumain sur la Bessarabie et s'est résigné, à contrecœur, au nouvel état des affaires engendré par le gouvernement soviétique.

De plus, dans le but d'éliminer autant que possible tout début de divergences entre les deux États, elle [l'Allemagne] entreprit une action de réinstallation à grande échelle par laquelle tous les Allemands [ethniquement] des zones occupées par l'URSS étaient rapatriés en Allemagne. Le gouvernement du Reich soutient qu'il pouvait difficilement donner une preuve plus convaincante de son désir d'arriver à une paix durable avec l'URSS.

#### IV

Suite à l'avance de la Russie dans les Balkans, des litiges territoriaux ont fait leur apparition dans ces régions. À l'été 1940, la Roumanie et la Hongrie ont fait appel à l'Allemagne pour les aider à régler des problèmes territoriaux après que des divergences, attisées par des agents britanniques, aient conduit fin août à une crise sérieuse. La Roumanie et la Hongrie étaient au bord de la guerre. L'Allemagne, à qui la Roumanie et la Hongrie avaient demandé à plusieurs reprises d'intervenir dans leur différend, désirait maintenir la paix dans les Balkans et, en accord avec l'Italie, invita les deux nations à se réunir à Vienne où, à leur demande, elle prononça la sentence arbitrale de Vienne le 30 août 1940. Cette sentence établissait la nouvelle frontière entre la Hongrie et la Roumanie. Afin de permettre au gouvernement roumain de justifier devant son peuple les sacrifices territoriaux consentis et pour prévenir tout malentendu dans cette région, l'Italie et l'Allemagne sont convenues de garantir ce qui restait du territoire Roumain. Étant donné que les aspirations russes sur cette région étaient déjà satisfaites, cette garantie ne pouvait en rien être comprise comme étant dirigée

contre elle. Ce qui n'a pas empêché la Russie de déposer une plainte en précisant que, contrairement à de précédentes déclarations selon lesquelles ses aspirations dans les Balkans avaient été satisfaites par l'appropriation de la Bessarabie et par celle du nord de la Bucovine, elle avait encore d'autres intérêts au sujet des Balkans même si, pour le moment, ils n'étaient pas définis.

À partir de ce moment-là, la politique antiallemande de la Russie devint de plus en plus manifeste. Le gouvernement du Reich continuait de recevoir rapport sur rapport selon lesquels les négociations menées depuis quelque temps à Moscou par l'ambassadeur britannique [Sir Stafford] Cripps se poursuivaient favorablement. Dans le même temps, le gouvernement du Reich est tombé en possession de preuves de l'intensification de la préparation militaire de l'Union Soviétique dans tous les domaines. On peut par exemple citer le rapport de l'attaché militaire yougoslave à Moscou récemment trouvé à Belgrade, daté du 17 décembre 1940 disant que : « selon des informations de sources soviétiques, la dotation de l'armée de l'air, de l'artillerie et des unités blindées, qui s'effectuait en tenant compte des expériences de la présente guerre, se déroulait à un rythme tel qu'il serait à peu près achevé pour août 1941. Cette date constitue aussi probablement une échéance avant laquelle aucun changement substantiel de la politique étrangère soviétique n'est à attendre. »

Malgré l'attitude inamicale de l'Union Soviétique dans la question des Balkans, l'Allemagne a fait un nouvel effort pour parvenir à une entente avec l'URSS : le ministre des affaires étrangères, par une lettre à Staline, exposait de manière détaillée et complète la politique du gouvernement du Reich depuis les négociations de Moscou. La lettre portait en particulier sur les points suivants :

Lorsque l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont conclu le Pacte Tripartite [27 septembre 1940], les trois nations étaient unanimes à dire que ce pacte n'était en aucune manière dirigé contre l'Union Soviétique et que les relations amicales des trois puissances et leurs traités avec l'URSS ne devaient en rien être affectés. Ceci a été expressément noté dans le pacte lui-même. Dans le même temps, la lettre exprimait le désir et l'espoir qu'il serait possible de clarifier conjointement davantage les relations avec l'URSS comme le désiraient les signataires du Pacte Tripartite et de donner à ces relations une forme concrète. Afin de pouvoir discuter de ces questions plus avant, le ministre des affaires étrangères du Reich invitait M. Molotov à se rendre à Berlin.

Durant la visite de Molotov à Berlin [12 – 13 novembre 1940] le gouvernement du Reich s'est vu dans l'obligation de conclure que l'URSS ne serait disposée à une authentique coopération amicale que si les puissances de la Tripartite étaient prêtes à payer le prix demandé par l'Union Soviétique. Ce prix consistait en une plus grande pénétration de l'Union Soviétique dans le Nord et le sud-est de l'Europe. Les demandes ci-après ont été faites par Molotov à Berlin et lors de conversations diplomatiques ultérieures avec l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou :

1. L'Union Soviétique désirait accorder une garantie à la Bulgarie et, en outre, conclure avec elle un pacte d'assistance dans la lignée de ceux conclus avec les États baltes, c'est-à-dire prévoyant des bases militaires [soviétiques]. Dans le même temps, Molotov déclarait qu'il ne souhaitait pas interférer avec le régime interne de la Bulgarie. Une visite du commissaire Russe [Arkady] Sobolev à Sofia à cette période a été également entreprise avec pour objet de concrétiser cette intention.
2. L'Union Soviétique exigeait un accord sous la forme d'un traité avec la Turquie qui prévoirait d'accorder, dans le cadre d'un bail à long terme, une base sur le Bosphore et dans les Dardanelles pour les forces navales et terrestres soviétiques. Au cas où la Turquie ne serait pas d'accord avec cette proposition, l'Allemagne et l'Italie devaient se coordonner avec la Russie pour prendre des mesures diplomatiques pour contraindre la Turquie à se conformer à cette demande. Ces demandes visaient à la domination de l'URSS sur les Balkans.
3. L'Union Soviétique déclarait à nouveau se sentir menacée par la Finlande et, en conséquence, exigeait un abandon complet de la Finlande par l'Allemagne ; un tel abandon aurait signifié l'occupation de ce pays et la complète extermination de ses habitants.

L'Allemagne, naturellement, était incapable d'accepter ces exigences que le gouvernement

soviétique qualifiait de conditions préalables à une coopération avec les puissances du Pacte Tripartite. Les efforts des puissances du Pacte Tripartite pour parvenir à une entente avec l'Union Soviétique ont donc échoué. L'attitude de l'Allemagne eut pour effet d'intensifier la politique antigermanique déjà de plus en plus manifeste de la Russie et d'accentuer sa coopération déjà très étroite avec la Grande-Bretagne. En janvier 1941, cette attitude désapprouvée de la Russie s'est manifestée au plan diplomatique. Lorsque l'Allemagne a, au cours de ce mois, pris un certain nombre de mesures en Bulgarie pour prévenir le débarquement de troupes britanniques en Grèce, l'ambassadeur russe à Berlin a souligné par une démarche officielle que l'Union Soviétique considérait le territoire Bulgare et les deux détroits comme des zones de sécurité de l'URSS et qu'elle ne resterait pas passivement spectatrice des événements qui pourraient s'y dérouler et qui menaceraient les intérêts de sa sécurité. Pour cette raison, le gouvernement soviétique mettait en garde contre l'apparition de troupes allemandes sur le territoire bulgare ou sur l'un quelconque des deux détroits.

En réponse, le gouvernement du Reich communiqua au gouvernement soviétique des informations complètes sur les raisons et les objectifs de ses mesures militaires dans les Balkans. Ceci pour bien faire comprendre que l'Allemagne empêcherait par tous les moyens en son pouvoir toute tentative de l'Angleterre de prendre pied sur le sol grec, mais que, pour autant, qu'elle n'avait aucune intention d'occuper les détroits et qu'elle respecterait la souveraineté et le territoire de la Turquie. Le passage des troupes allemandes par la Bulgarie ne pouvait pas être considéré comme empiétant sur les intérêts sécuritaires de l'Union Soviétique, au contraire, le gouvernement du Reich pensait que ces opérations les servaient. Après avoir mené à bien ses opérations dans les Balkans, l'Allemagne en a retiré ses troupes.

En dépit de cette déclaration du gouvernement du Reich, le gouvernement soviétique a, de son côté, immédiatement après l'entrée des troupes allemandes dans ce pays, publié une déclaration adressée à la Bulgarie qui présentait un caractère clairement hostile à l'égard du Reich allemand puisqu'elle affirmait en effet que la présence de troupes allemandes en Bulgarie n'était pas de nature à amener la paix dans les Balkans mais plutôt la guerre. L'explication de cette attitude, le gouvernement du Reich a pu la trouver dans le flot intarissable d'informations faisant état d'une collaboration toujours plus étroite entre la Russie et l'Angleterre. Même en face de ces faits, l'Allemagne est restée silencieuse.

L'assurance donnée par le gouvernement soviétique en mars 1941 que la Russie n'attaquerait pas la Turquie dans l'éventualité où cette dernière se joindrait à la guerre dans les Balkans était dans la même veine. Selon des informations en possession du gouvernement du Reich, c'était le résultat de négociations anglo-russes durant la visite du ministre britannique des affaires étrangères [Anthony Eden] à Ankara dont les efforts visaient à attirer la Russie dans le camp anglais.

## V

Depuis lors, l'agressivité de la politique du gouvernement soviétique envers le Reich allemand n'a cessé de s'accentuer tandis que, à l'inverse, la coopération jusque-là discrète entre l'Union Soviétique et la Grande-Bretagne, devenait, au moment de l'éclatement de la crise des Balkans au début d'avril de cette année, évidente pour le monde entier. Il est aujourd'hui pleinement établi que le putsch à l'instigation de la Grande-Bretagne à Belgrade, après que la Yougoslavie ait rejoint le Pacte Tripartite, a été réalisé avec la connivence de la Russie soviétique. Depuis quelque temps déjà, en fait depuis novembre 1940, la Russie avait secrètement aidé la Yougoslavie à s'armer contre les puissances de l'Axe. Ceci est prouvé de façon définitive par les documents tombés entre les mains du gouvernement du Reich après l'occupation de Belgrade : ils révèlent chacune des phases des livraisons russes d'armes à la Yougoslavie.

Une fois le putsch de Belgrade réussi, la Russie, le 5 avril, a conclu un pacte d'amitié avec le gouvernement illégal serbe du général [Dušan] Simović, qui devait apporter un support moral aux putschistes et, par son poids, contribuer au développement du front anglo-greco-yougoslave.

Ceci à la satisfaction évidente du sous-secrétaire d'État américain Summer Welles qui déclara, le 6 avril 1941, après plusieurs conversations avec l'ambassadeur soviétique à Washington, que : « le pacte russo-yougoslave pourrait, en certaines circonstances, se révéler de la plus grande importance. Il est intéressant à plus d'un titre, et il y a des raisons de penser qu'il sera plus qu'un simple pacte d'amitié et de non-agression. »

Ainsi, alors que les troupes allemandes étaient concentrées en territoire roumain et bulgare pour faire face au débarquement à grande échelle de troupes anglaises en Grèce, l'Union Soviétique, désormais en coopération ouverte avec l'Angleterre, était en train d'essayer de poignarder l'Allemagne dans le dos :

1. En apportant ouvertement un soutien politique à la Yougoslavie et, en secret, un soutien militaire
2. En essayant d'amener la Turquie à adopter une attitude agressive envers la Bulgarie et l'Allemagne en lui promettant de ne pas l'attaquer au cas où elle déploierait son armée dans une position stratégique très défavorable en Thrace.
3. En procédant elle-même à une forte concentration de troupes à la frontière Roumaine en Bessarabie et en Moldavie, et
4. Par une tentative soudaine début avril de [Andrey] Vyshinsky commissaire adjoint du peuple aux affaires étrangères, lors de conversations avec [Grigore] Gafencu, l'ambassadeur de Roumanie à Moscou, d'entamer une politique de rapprochement rapide avec la Roumanie pour persuader ce pays de se séparer de l'Allemagne. La diplomatie anglaise, par l'intermédiaire des Américains, faisait des efforts dans le même sens à Bucarest.

D'après le plan anglo-russe, les troupes allemandes concentrées en Roumanie et en Bulgarie devaient être attaquées de trois côtés, à savoir, de Bessarabie, de Thrace et de la frontière gréco-serbe.

Ce n'est que par la loyauté du général [Ion] Antonescu [dirigeant de la Roumanie], l'attitude réaliste du gouvernement Turc et, surtout, par les rapides initiatives de l'Allemagne et les victoires décisives de son armée que ce plan anglo-russe a pu être déjoué.

Selon des informations entre les mains du gouvernement du Reich, près de 200 avions yougoslaves transportant des agents Russes et anglais ainsi que Simović et d'autres putschistes serbes ont décollé, certains pour la Russie où ces officiers ont intégré l'armée Russe et d'autres pour l'Égypte. Ce fait à lui seul jette un jour particulier sur la collaboration entre l'Angleterre, la Russie et la Yougoslavie.

En vain le gouvernement soviétique a-t-il essayé de cacher les intentions sous-jacentes de sa politique. En plus de conserver des relations économiques avec l'Allemagne, même durant la dernière période, il a adopté une série de mesures spécifiques pour leurrer le monde et lui faire croire qu'il maintenait des relations normales, et même amicales, avec l'Allemagne. Il y a eu, par exemple, l'expulsion il y a quelques semaines de représentants de la diplomatie norvégienne, belge, grecque et yougoslave, le silence observé par la presse anglaise à propos des relations germano-russes décidé par l'ambassadeur anglais Cripps en coopération avec le gouvernement russe, et, finalement, le démenti émis [le 13 juin 1941] par l'agence [soviétique] Tass, qui cherchait à dépeindre les relations entre l'Allemagne et la Russie soviétique comme tout à fait correctes. Ces tentatives de camouflage, en contraste flagrant avec la politique réelle du gouvernement soviétique n'ont naturellement pas réussi à tromper le gouvernement du Reich.

## VI

La politique antiallemande du gouvernement soviétique s'accompagnait sur le plan militaire d'une régulière montée en puissance de la concentration de toutes les troupes russes disponibles le long d'un large front s'étendant de la mer Baltique à la mer Noire. Déjà au moment où l'Allemagne était profondément engagée à l'ouest dans la campagne de France et alors que seuls quelques détachements étaient stationnés à l'est, le haut commandement russe a commencé à transférer

systématiquement de larges contingents de troupes sur les frontières est du Reich avec un déploiement spécialement étoffé identifié sur la frontière de la Prusse-Orientale et du Gouvernorat Général [Pologne], ainsi qu'en Bucovine et en Bessarabie, face à la Roumanie.

Les garnisons en face de la Finlande étaient elles aussi constamment renforcées. Le transfert en Russie occidentale de divisions de l'Extrême-Orient russe et du Caucase répondait à la même logique. Après avoir déclaré que la région baltique, par exemple, serait seulement occupée par un petit nombre de soldats, le gouvernement soviétique a procédé à la concentration de troupes dans ce secteur, aussitôt l'occupation [des États Baltes] achevée, y accumulant en permanence des troupes, le nombre atteint de divisions étant aujourd'hui estimé à 22. Il devenait évident que les troupes russes s'étaient rapprochées toujours plus près de la frontière allemande même si du côté allemand aucune mesure militaire n'avait été prise qui aurait pu justifier un tel comportement. C'est ce comportement qui a obligé les forces armées allemandes à prendre des contre-mesures. De plus, diverses unités de l'armée russe et de l'armée de l'air sont montées en ligne et d'importants détachements d'aviation ont été postés sur des aérodromes le long de la frontière allemande. Depuis le début avril il y a eu de plus en plus de violations de frontière et des incursions au-dessus du territoire du Reich par des avions russes ont pu être observées. Le gouvernement Roumain a fait état d'événements semblables à la frontière roumaine dans les régions de Bucovine, de Moldavie et du Danube.

Depuis le début de cette année, le haut-commandement des forces armées allemandes a, à plusieurs reprises, alerté les responsables [allemands] de la politique étrangère de la menace croissante que faisait peser l'armée russe sur le territoire allemand, soulignant à cet égard que seuls des intentions agressives pouvaient expliquer ces déploiements. Ces rapports du haut-commandement seront rendus publics avec tous les détails.

S'il y avait le moindre doute sur la nature agressive du déploiement russe, il serait aussitôt balayé par la nouvelle qui est parvenue au haut-commandement allemand ces jours derniers. Maintenant que la mobilisation générale russe est achevée, pas moins de 160 divisions sont déployées contre l'Allemagne. Les conclusions des reconnaissances effectuées ces derniers jours montrent que le déploiement des troupes russes, et spécialement des unités blindées, a été effectué de telle façon que le haut-commandement russe est prêt à tout moment à passer à l'action en divers points de la frontière allemande. Des rapports faisant état d'une intense activité de reconnaissance et de patrouille ainsi que des rapports quotidiens sur des incidents frontaliers et des escarmouches aux avant-postes entre les deux armées complètent l'image de la tension extrême de la situation militaire susceptible d'éclater à tout moment. Les nouvelles d'Angleterre reçues ce jour au sujet des négociations menées par l'ambassadeur Cripps pour renforcer la collaboration entre les dirigeants politiques et militaires de l'Angleterre et de la Russie, jointes à l'appel [par l'Anglais] Lord Beaverbrook, naguère antisoviétique, à soutenir la Russie dans le conflit qui s'engage par tous les moyens et son appel aux États-Unis à en faire de même montrent sans ambiguïté le sort qu'on est en train de réserver à la nation allemande.

En résumé, le gouvernement du Reich fait les déclarations suivantes :

contrairement à tous les engagements qu'il avait pris, et en crasse violation de ses déclarations solennelles, le gouvernement soviétique s'est retourné vers l'Allemagne. Il a :

1. non seulement poursuivi, mais depuis le début de la guerre, intensifié ses activités subversives contre l'Allemagne et l'Europe. Et il a
2. par des mesures allant toujours dans le même sens développé sa politique étrangère contre l'Allemagne d'une manière de plus en plus hostile. Il a
3. déployé toutes ses forces militaires sur la frontière, prêtes à l'attaque.

Le gouvernement soviétique a par conséquent rompu ses traités et ses engagements avec l'Allemagne. La haine des bolchévistes de Moscou pour le national-socialisme est plus forte que sa sagesse. Le bolchévisme s'oppose au national-socialisme en ennemi mortel. Le Moscou bolchevick

est prêt à poignarder dans le dos l'Allemagne national-socialiste alors qu'elle se bat pour son existence.

L'Allemagne n'a pas l'intention de rester passive face à cette grave menace sur sa frontière à l'est. Le Führer a, en conséquence, ordonné aux forces armées de s'opposer à cette menace avec toute la puissance à leur disposition. Dans la lutte qui s'engage, le peuple allemand est pleinement conscient de ce qu'il est appelé à défendre – non seulement la patrie – mais tout le monde civilisé contre le danger mortel du bolchévisme et à ouvrir la voie à un vrai progrès social en Europe.

**Source : Article de MARK WEBER initialement paru en anglais sur le site [INSTITUTE FOR HISTORICAL REVIEW](#) sous le titre « *Why Germany Attacked the Soviet Union – Hitler's Declaration of War Against the USSR – Two Historic Documents* » – Traduction Francis GOUMAIN**

<https://jeune-nation.com/actualite/jdj/22-juin-1941-pourquoi-lallemagne-a-attaque-lunion-sovietique.html>